

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 MAI 1913.

Budget du Ministère de la Guerre pour l'exercice 1913 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. BRUYNINCX.

MESSIEURS,

Le projet de Budget du Ministère de la Guerre pour l'exercice 1913 s'élève :

1° Pour les dépenses ordinaires à	fr. 63,277,413
2° Pour les dépenses exceptionnelles à	6,486,350
Soit au total à.	fr. 69,763,763

Les crédits alloués pour 1912 s'élevaient :

1° Pour les dépenses ordinaires à	fr. 56,244,940
2° Pour les dépenses exceptionnelles à	11,731,500
Soit au total à.	fr. 67,976,440

Il y a donc sur l'exercice antérieur une augmentation de 7,032,473 francs pour les dépenses ordinaires, et une diminution de 5,245,150 francs pour les dépenses exceptionnelles, ce qui constitue une augmentation totale de 1,787,323 francs.

DÉPENSES ORDINAIRES.

Les principales majorations de crédits sont les suivantes :

CHAPITRE PREMIER.

ART. 2. Traitements et indemnités du personnel civil, augmentation	fr. 67,000
--	------------

(1) Budget n° 4^x.

(2) La section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Siffer, de Menten de Horne, Ooms, Lamborelle, Bruyninx, Pirmez.

demandée pour la création des emplois de secrétaire général du Département de la guerre et d'inspecteur général de l'administration de l'armée, réorganisation du cadre du personnel de l'administration centrale, relèvement des traitements, augmentations normales, etc.

ART. 5. Bibliothèque du Département de la guerre et Institut cartographique militaire, augmentation. fr. 11,270
pour le relèvement des traitements du personnel civil, augmentations normales de traitement et achat d'instruments topographiques et géodésiques.

CHAPITRE II.

ART. 6. Traitements et indemnités des officiers, soldes et accessoires des troupes, augmentation fr. 2,703,295

Les causes principales de cette augmentation sont les suivantes : nouveau barème des traitements des officiers, indemnité pour frais d'études aux auxiliaires du service de santé; relèvement de l'indemnité afférente à la décoration militaire de 1^{re} classe; indemnité de deux mois de solde aux militaires admis à la pension; relèvement des traitements du personnel civil de l'artillerie et du génie; augmentation des frais d'administration de l'École d'aviation; indemnité de logement aux militaires de rang subalterne, mariés, non logés dans un bâtiment de l'État.

CHAPITRE III.

ART. 7 (15 ancien). Nourriture et habillement des malades, entretien des hôpitaux, augmentation fr. 60,000
justifiée par la hausse du prix des denrées et des matières premières pour les objets de matériel, d'habillement et de couchage.

CHAPITRE IV.

ART. 9 (17 ancien). Personnel de l'École militaire, augmentation. fr. 19,500
pour allocation d'une indemnité d'études aux caporaux et brigadiers ayant six mois de grade, qui seront admis à l'École militaire à partir de 1913; et augmentations de traitement de divers professeurs.

ART. 13 (21 ancien). Personnel des établissements d'artillerie, augmentation fr. 13,200
pour le relèvement des traitements du personnel civil des services techniques des établissements de fabrication de l'artillerie.

ART. 14 (22 ancien). Matériel d'artillerie augmentation de. fr. 532,000

Les Budgets précédents renfermaient dans la section des dépenses exceptionnelles deux crédits affectés à l'achat de munitions d'exercice pour l'artillerie de campagne et pour la garde-civique. Il s'agit de charges permanentes;

elles sont incorporées dans l'article 14 pour un chiffre de 597,500, correspondant au montant des crédits réunis du Budget de 1912 (art. 43 et 45).

Le surplus de l'augmentation se décompose comme suit :

Acquisition de munitions pour mitrailleuses, entretien et réparation de ces armes fr. 43,000

Relèvement des salaires du personnel inférieur des magasins de guerre et des établissements de fabrication fr. 59,500

La somme de 50,000 francs en charge temporaire est destinée au harnachement de 350 chevaux pour les nouvelles batteries d'artillerie de campagne.

CHAPITRE VI.

ART. 15 (23 ancien). Matériel du génie, augmentation de . fr. 473,000 justifiée par la hausse du prix des matériaux et de la main-d'œuvre; augmentation du nombre de bâtiments et d'ouvrages à réparer et à entretenir, extension de l'outillage, du matériel et des approvisionnements; qui doivent être tenus à la hauteur des exigences.

CHAPITRE VII.

ART. 16 (24 ancien). Nourriture des troupes, fourrages, augmentation fr. 1,102,200 justifié par les prix commerciaux actuels et par une augmentation de l'effectif en chevaux de 350 unités à acquérir pour l'artillerie de campagne.

ART. 17 (25 ancien). Service de couchage, augmentation . fr. 130,000 augmentation du nombre de lits à entretenir, renchérissement des matières premières, augmentation du traitement du personnel administratif des établissements du service de couchage; augmentation du salaire du personnel ouvrier et entretien de ce personnel.

ART. 18 (26 ancien). Habillement des troupes. Renouvellement et entretien du harnachement de la cavalerie, augmentation . . . fr. 1,270,000 du chef de renchérissement des étoffes, toiles, cuirs, et augmentation du nombre d'hommes incorporés.

ART. 21 (29 ancien). Remonte, augmentation de . . . fr. 425,500 demandée pour mettre les crédits en rapport avec les dépenses réelles des derniers exercices. Dans le crédit prévu par l'article 21 est compris une somme de 382,500 francs en charge temporaire destinée à l'achat de chevaux de selle et de trait pour compléter l'effectif des batteries de campagne.

CHAPITRE VIII.

ART. 25 (31 ancien). — Indemnités de déplacement, de déménagement, de frais de représentation, augmentation de fr. 60,000

Cette augmentation permettra d'appliquer aux capitaines en second le barème établi pour les capitaines commandants et d'allouer une indemnité de déménagement aux officiers, fonctionnaires et employés célibataires.

CHAPITRE IX.

ART. 24 (32 ancien). — Pensions et secours, augmentation de fr. 75,000

La loi du 24 mai 1912 portant revision des pensions des militaires au-dessous du grade d'officier, a fixé la pension provisoire au même taux que la pension viagère; d'un autre côté, comme conséquence de la même loi, les secours accordés aux militaires réformés ont été augmentés.

CHAPITRE X.

ART. 26 (nouveau). — Participation dans les frais de certains stands commerciaux fr. 37,500

Ce crédit, figurant antérieurement à la section des dépenses exceptionnelles, a été porté dans les dépenses ordinaires.

Dépenses exceptionnelles.

Les dépenses exceptionnelles s'élèvent, pour 1913, à . . fr. 6,486,330

Les principaux postes des dépenses exceptionnelles sont les suivants :

Complètement et appropriation du matériel de guerre pour les troupes du génie	fr. 260,000
Amélioration de casernement	3,080,000
Complètement du matériel de siège des ouvrages fortifiés du pays	fr. 133,000
Routes militaires et réseaux téléphoniques dans les positions fortifiées	fr. 270,000
Organisation d'un parc et d'une école d'aviation	1,040,000
Approvisionnements des objets de couchage nécessaires, en temps de guerre, aux troupes des positions fortifiées de Liège et de Namur	200,000
Doublement des installations électriques des forts cuirassés de la Meuse	fr. 311,000
Déplacement de l'arsenal central d'Anvers	300,000

EXAMEN EN SECTIONS.

Le budget de la guerre pour 1913 a été adopté dans les six sections.

Dans la 1 ^{re} section par 14 oui contre 3 non et 2 abstentions						
—	2 ^e	—	16	—	4	— 1 —
—	3 ^e	—	15	—	7	— 1 —
—	4 ^e	—	9	—	6	— 7 —
—	5 ^e	—	16	—	4	— 2 —
—	6 ^e	—	16	—	2	— 3 —

Au total 86 oui 26 non 16 abstentions.

A la veille du dépôt du projet de réorganisation militaire et des débats auxquels ce projet devait donner lieu, le budget de la guerre n'a pas été longuement discuté en sections. Certaines questions ont été posées au gouvernement ; elles sont reprises ci-après avec les réponses du gouvernement.

1^{re} QUESTION.

Les crédits votés pour les fortifications d'Anvers sont-ils suffisants pour achever prochainement ces fortifications?

RÉPONSE.

Les crédits votés devront être augmentés d'environ 7,500,000 francs pour tenir compte :

- 1^o De l'augmentation du prix de la main-d'œuvre et des matériaux ;
- 2^o Des progrès réalisés par l'artillerie depuis 1905 ;
- 3^o Des dépenses supplémentaires non prévues relatives à la défense maritime.

Ces dépenses comprennent la construction de batteries dont la création a été rendue nécessaire par le grand retard qu'a subi la construction des forts du Bas-Escaut et les modifications résultant de la substitution du tracé adopté pour l'Escaut au système de la coupure qui avait servi de base au projet primitif.

QUESTION 2.

Les forts du Bas-Escaut vont-ils être prochainement construits et la ville d'Anvers est-elle actuellement à l'abri d'un bombardement ?

RÉPONSE.

Les forts du Bas-Escaut ne peuvent pas encore être construits : les études relatives à la transformation du fleuve en aval du Kruysschans ne permettent pas encore de fixer définitivement leur emplacement.

Il y a lieu d'espérer, toutefois, que les derniers obstacles qui s'opposent à cette détermination pourront être levés très prochainement.

La ville d'Anvers sera à l'abri d'un bombardement sur la rive droite dès que les forts de la première ligne de défense seront terminés (1).

Sur la rive gauche, la première ligne de défense présente une lacune, parce que la construction de quelques ouvrages a été différée et a été exclue des travaux à exécuter sur le fonds spécial. De ce fait, certaines parties de la ville d'Anvers ne sont pas à l'abri du bombardement effectué par des batteries situées en face de cette lacune.

Enfin, la ville ne sera à l'abri du bombardement effectué par des navires de guerre remontant l'Escaut que lorsque les nouveaux forts du Bas-Escaut seront construits.

(1) On prévoit que ces forts seront entièrement terminés dans les premiers mois de 1914.

QUESTION 3.

Les forts de Liège et de Namur sont-ils en état? Ne pourrait-on, dès à présent, renforcer ces garnisons?

RÉPONSE.

Les positions fortifiées de Liège et de Namur sont en état de remplir le rôle pour lequel elles ont été créées. Les améliorations que l'on apporte actuellement ou que l'on propose d'apporter aux ouvrages permanents de ces places sont toutes naturelles; elles ont pour but de les tenir à hauteur des progrès réalisés dans l'art militaire.

Au point de vue fortificatif, les forts de Liège et de Namur sont en état. Le département de la guerre poursuit, comme par le passé, l'étude et l'exécution des travaux nécessaires pour augmenter la capacité de résistance des ouvrages et pour améliorer leurs conditions d'habitabilité. Une partie de la somme qui sera demandée par voie d'amendement en augmentation de l'article 15 du budget, a pour but de permettre l'exécution de certains de ces travaux.

Il n'y a pas lieu de renforcer la garnison de ces forteresses. Les gouverneurs disposent, en temps de paix et en vue d'une attaque inopinée, non seulement des troupes appartenant en propre aux forteresses, mais aussi des troupes de l'armée de campagne qui y tiennent garnison.

QUESTION 4.

Un membre désire obtenir des explications au sujet du crédit de l'article 33.

RÉPONSE.

L'article 33 a pour objet d'acquérir, à mesure que la nécessité en est démontrée, du matériel de place complémentaire en vue de la défense des positions fortifiées.

Le crédit prévu en 1913 doit permettre d'acquérir notamment des locomotives à essence et des poutrelles de blindage pour la position fortifiée d'Anvers. Il pourra servir éventuellement à des achats de moindre importance dont la nécessité sera reconnue.

QUESTION 5.

Quelle est actuellement la situation des ouvriers civils militarisés au point de vue du salaire.

Une augmentation de salaire doit-elle être préconisée. Quand cette augmentation pourra-t-elle être réalisée?

RÉPONSE.

Il existe dans les établissements ressortissant au Département de la guerre des ouvriers militarisés et des ouvriers non militarisés,

Ces deux catégories d'ouvriers sont traitées sur le même pied au point de vue des salaires.

Une commission vient d'être instituée pour reviser et unifier les barèmes des salaires de ces ouvriers.

Ce n'est que lorsque cette commission aura déposé son rapport qu'il pourra être répondu aux questions posées.

QUESTION 6.

Est-il exact que les musiques militaires vont être supprimées?

RÉPONSE.

Les musiques de l'infanterie sont maintenues; celles de la cavalerie, à l'exception de la phalange du 1^{er} guides, seront supprimées le 31 mars 1913.

Il n'existe pas de musique dans les autres armes.

QUESTION 7.

Est-il exact qu'il existe des circulaires ministérielles qui interdisent aux militaires de prendre part au vote et ce en dehors des dispositions légales sur la matière contenues dans la loi électorale?

RÉPONSE.

Non.

EXAMEN EN SECTION CENTRALE.

SERVICE DE SANTÉ.

L'attention de la section centrale a été attirée sur la situation des médecins et pharmaciens militaires.

A. — *Officiers de santé.*

Un membre fait observer que les médecins militaires vivent à l'armée, comparativement aux officiers de troupe, dans une situation inférieure au point de vue du grade et du traitement, bien que leur mission soit tout aussi importante et qu'ils aient été astreints à des études supérieures d'une longue durée faites à leurs frais.

Ce serait la cause principale des nombreuses démissions dans le corps des officiers de santé et de l'insuffisance de leur recrutement.

Au dernier appel pour douze places de médecins militaires, il ne s'est présenté que sept postulants dont cinq seulement ont pu être admis.

Sur le nombre de médecins prévu par les dispositions légales sur la matière, il manque en ce moment douze médecins, et encore le nombre prévu ne semble pas répondre suffisamment aux besoins. La situation sera pire encore quand, par suite de l'adoption du nouveau projet de loi sur la

milice, les effectifs seront considérablement augmentés. Une réforme semble donc s'imposer.

N'y aurait-il donc pas lieu :

1° De compléter les cadres en nommant :

a) Autant de médecins de bataillon qu'il y a de bataillons d'infanterie, de groupes d'artillerie montée et de batteries à cheval, de bataillons d'artillerie de forteresse et de groupes de deux escadrons de cavalerie ;

b) Autant de médecins de régiment qu'il y a de régiments ;

c) Autant de médecins adjoints que le service des hôpitaux en comporte ;

d) Autant de médecins principaux de 1^{re} classe qu'il y a de divisions d'armée et de divisions d'artillerie ;

e) Deux médecins ayant grade de général major qui dirigeraient le service chacun dans plusieurs circonscriptions ;

f) Enfin un inspecteur général dirigeant tout le service et ayant ses bureaux au Département de la guerre.

Les médecins détachés dans les services spéciaux, inspection générale, laboratoire, école militaire, école de guerre, école des cadets, école des pupilles de l'armée, et école d'aviation ne seraient pas compris dans le nombre prévu plus haut ; en temps de guerre, ils pourraient utilement être versés dans les bataillons de réserve ;

2° De donner aux médecins militaires, eu égard aux longues études qu'ils ont dû faire, un grade mieux en rapport avec leurs mérites :

Aux médecins adjoints, le grade de sous-lieutenant et de lieutenant ;

Aux médecins de bataillon de 2^{me} classe, le grade de capitaine en second ;

Aux médecins de bataillon de 1^{re} classe, le grade de capitaine commandant ;

Aux médecins de régiment, le grade de major ;

3° D'augmenter les traitements actuels des médecins militaires et ce comme conséquence logique des deux premières réformes préconisées ; comme base de traitement on pourrait admettre que le jour de sa nomination de lieutenant l'officier de santé jouirait d'un traitement égal à celui des officiers de troupe de son âge, plus l'indemnité d'études, laquelle devrait également être majorée ;

4° De tenir compte, pour l'attribution des distinctions honorifiques, de la longue durée des études médicales ;

5° Et enfin de donner l'indemnité de monture de 600 francs à tous les médecins montés et aux docteurs ayant le grade d'officier supérieur.

Cette amélioration de situation pourrait amener et justifier la défense aux médecins militaires de faire la clientèle civile. Ce serait répondre aux vœux de la généralité des médecins civils ; d'autre part, la plupart des médecins civils agréés pourraient être supprimés.

B. — *Pharmaciens militaires.*

Comme pour les médecins militaires, la situation actuelle des pharmaciens militaires ne semble pas en rapport avec celle des officiers des services spéciaux, étant donnés les études longues et dispendieuses qu'ils ont faites.

Cette infériorité provient de la grande disproportion entre le nombre de pharmaciens assimilés aux officiers supérieurs et celui de ceux qui ont rang d'officiers subalternes.

Le cadre pharmaceutique ne compte que 5 officiers supérieurs pour un total de 54 pharmaciens.

La conséquence, c'est que souvent des pharmaciens militaires, très méritants, atteignent l'âge de la retraite sans avoir dépassé le grade d'officier subalterne.

L'extension du service et les connaissances toujours plus grandes exigées de la part du corps pharmaceutique, militent en faveur de l'amélioration de la position de ses membres.

Tenant compte des nécessités actuelles du service, et pour permettre l'accession aux grades supérieurs aux pharmaciens militaires qui se sont montrés dignes d'avancement par leurs capacités et les services rendus, le cadre des pharmaciens pourrait utilement être composé comme suit :

9 officiers supérieurs, dont :

1 pharmacien en chef assimilé au grade de colonel.

4 pharmaciens principaux de 1^{re} classe assimilés au grade de lieutenant-colonel.

4 pharmaciens principaux de 2^e classe assimilés au grade de major.

43 officiers subalternes, dont :

13 pharmaciens de 1^{re} classe assimilés au grade de capitaine-commandant.

12 — 2^e — — — de capitaine.

20 pharmaciens adjoints de 1^{re} et de 2^e classe assimilés aux grades de lieutenant et de sous-lieutenant.

Chefs de musiques militaires.

Un membre appelle toute l'attention de la section centrale et du gouvernement sur la situation des chefs de musiques militaires dont l'avancement, régi par la loi du 6 mars 1865, est trop lent ; conformément aux dispositions de cette loi, les chefs de musique sont assimilés aux sous-lieutenants après dix ans de service et seulement dix ans après ils sont assimilés aux lieutenants.

Très souvent, les chefs de musique sont nommés à un âge relativement avancé. Il s'ensuit que plusieurs sont mis à la retraite sans avoir pu atteindre le grade de lieutenant qui est leur grade de fin de carrière.

Il serait désirable que les chefs de musique assimilés aux sous-lieutenants puissent être assimilés aux lieutenants après un terme de trois ans dans leur grade.

C'est la règle suivie pour les sous-lieutenants de l'armée qui sont nommés lieutenants après un terme de trois ans.

Il est à remarquer que cette mesure, sans influence sur le traitement des chefs de musiques militaires, améliorerait quelque peu le taux de leur pension, celui-ci étant proportionné au grade.

Ouvriers civils militarisés.

La section centrale a été amenée à s'occuper de la situation des ouvriers civils militarisés.

Un membre fait remarquer qu'une majoration de salaires avait été promise aux militarisés, et que jusqu'ici, cette promesse n'a pas été réalisée, sauf pour les ouvriers temporaires, qui ont bénéficié d'une augmentation variant de fr. 0.40 à 1 franc par jour.

Pour la pension, les ouvriers civils militarisés sont affiliés à la Caisse de pension du ministère de la justice.

Les statuts de cette caisse exigent une redevance de :

5 p. c. pour les célibataires ;

7 1/2 p. c. pour les mariés pendant les dix premières années ;

6 p. c. pour les mariés après ces dix années.

Il y aurait avantage pour eux à être rattachés à la Caisse des pensions du ministère des chemins de fer, où les ouvriers ne sont astreints qu'à une retenue de 4 p. c., l'État y suppléant 2 p. c.

D'autre part, en vue de la pension, les ouvriers militarisés se voient encore retenir pendant *trois mois* toute majoration de salaire, tandis qu'à l'administration des chemins de fer, cette retenue ne s'opère que pendant *deux mois*.

Un membre demande encore d'assimiler les ouvriers civils militarisés aux ouvriers du chemin de fer, au point de vue de l'octroi des secours en cas de maladie.

A l'administration des chemins de fer, les ouvriers touchent d'une façon constante la moitié du salaire en cas de maladie, tandis que l'indemnité payée en cas de maladie est considérablement inférieure pour les ouvriers civils militarisés.

*
* * *

Quelques autres questions ont été soulevées au sein de la section centrale.

Un membre a appelé l'attention de la section centrale sur la situation des maréchaux ferrants.

Par arrêté royal en date du 5 décembre 1898, les grades de brigadier maréchal ferrant et de maréchal des logis maréchal ferrant ont été créés à raison d'un brigadier par escadron, batterie de campagne, compagnie du train et d'un maréchal des logis par régiment de cavalerie, d'artillerie de campagne et du train.

Or par arrêté royal du 8 juin 1904 les maréchaux des logis maréchaux ferrants sont maintenus en service jusqu'à 63 ans ; bien rares sont donc à la cavalerie les brigadiers qui après 40 années de service arrivent au grade de sous-officier d'autant plus que les soldats et les brigadiers maréchaux ferrants sont pensionnés à 60 ans.

En outre dans la cavalerie, où il y a deux maréchaux ferrants par escadron dont un brigadier qui doit compter 10 années de service, il arrive

souvent d'y trouver des maréchaux ferrants ayant déjà 20 années de services et qui sont toujours simples cavaliers.

Il en est autrement à l'artillerie où il n'y a qu'un maréchal ferrant par batterie qui est nommé brigadier après 10 années de bons services.

Pour donner satisfaction aux légitimes revendications des maréchaux ferrants il faudrait donc que l'arrêté royal du 5 décembre 1898 soit révisé et qu'une nouvelle disposition stipule que les maréchaux ferrants sont nommés brigadiers après 10 années de services et les maréchaux des logis après 20 années.

*
* * *

Un membre fait valoir qu'il serait nécessaire d'accorder une majoration de solde aux maréchaux des logis d'artillerie célibataires ; ils touchent actuellement une solde de fr. 1.42 par jour, soit fr. 9.94 par semaine ; sur cette somme, on prélève fr. 7.55 par semaine pour les frais de ménage et dépenses diverses ; il reste donc fr. 2.39.

Il estime que ce traitement n'est pas en rapport avec leur situation sociale et qu'une augmentation de leur solde serait un sûr moyen d'améliorer le cadre.

*
* *

Un membre signale que les fournitures pour réparations de chaussures de l'infanterie, ainsi que les bordures des havresacs et les besaces sont de qualité fort médiocre et que le nouveau modèle des bottines de la troupe supporte mal la réparation.

Il insiste pour que la réception de ces fournitures soit faite par des hommes de métier.

*
* *

Un autre membre voudrait voir construire dans les casernes, ou dans les localités où se tiennent les garnisons, de vastes abris. En cas de pluie et de mauvais temps, les exercices sont aujourd'hui impossibles. Il en résulte une perte de temps considérable. Si ces abris existaient, certains exercices pourraient aisément s'y faire. Ceux-ci pourraient être construits à la suite d'un accord entre le département de la guerre et les administrations communales des villes de garnison.

*
* *

La section centrale a voté le budget à l'unanimité.

Le rapport a été approuvé à l'unanimité des membres présents.

Le Rapporteur,
LÉON BRUYNINCX.

Le Président,
E. NERINCX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 MEI 1913.

Begrooting van het Ministerie van Oorlog voor het dienstjaar 1913 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER BRUYNINCX.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van Begrooting voor het Ministerie van Oorlog, dienstjaar 1913, bedraagt :

1 ^o Voor de gewone uitgaven	fr. 63,277,415
2 ^o Voor de uitzonderlijke uitgaven	6,486,350
Te zamen	fr. 69,763,765

De kredieten, toegestaan voor 1912, bedroegen :

1 ^o Voor de gewone uitgaven	fr. 56,244,940
2 ^o Voor de uitzonderlijke uitgaven	11,731,500
Te zamen	fr. 67,976,440

In vergelijking met het vorig dienstjaar is er dus eene verhooging van 7,032,475 frank voor de gewone uitgaven en eene vermindering van 5,243,150 frank voor de uitzonderlijke uitgaven. De geheele verhooging bedraagt bijgevolg 1,787,325 frank.

GEWONE UITGAVEN.

De voornaamste verhoogingen van kredieten zijn de volgende :

EERSTE HOOFDSTUK.

Art. 2. Jaarwedden en vergoedingen van het burgerpersoneel, verhooging.	fr. 67,000
---	------------

(1) Begrooting, n^o 4 .

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Nerinx, bestond uit de heeren Siffer, de Menten de Horne, Ooms, Lamborelle, Bruyninx, Pirmez.

aangevraagd voor het instellen der ambten van algemeenen secretarls van het Departement van Oorlog en van Inspecteur-generaal van het beheer van het leger, voor de herinrichting van het kader van het personeel bij het hoofdbestuur, alsmede voor de verhooging van de jaarwedden, voor de gewone verhoogingen, enz.

ART. 5. Bibliotheek van het Departement van Oorlog en Militair Landkaart-Instituut, verhooging fr. 11,270
voor het verhoogen van de jaarwedden van het burgerpersoneel, voor de gewone jaarweddeverhoogingen en voor den aankoop van topographische en geodesische toestellen.

HOOFDSTUK II.

ART. 6. — Jaarwedden en vergoedingen der officieren ; soldij en bijgelden der troepen, verhooging fr. 2,708,295

De voornaamste oorzaken van deze verhooging zijn de volgende : nieuwe loonrooster voor de officieren, vergoeding wegens studiekosten aan de hulp-gencessheeren van den gezondheidsdienst, hoogere vergoeding wegens het militaire eecreteken 1^e klasse, vergoeding van twee maanden soldij aan de militairen die tot het pensioen worden toegelaten, verhooging van de jaarwedden van het burgerpersoneel der artillerie en der genie, meerdere beheerkosten der vliugschool, vergoeding voor huisvesting aan de gehuwde militairen van lageren rang die niet in een gebouw van den Staat zijn gehuisvest.

HOOFDSTUK III.

ART. 7 (vroeger 15). — Voeding en kleeding der zieken, onderhoud der hospitalen, verhooging fr. 60,000
wegens de duurte van de levensmiddelen en van de grondstoffen benodigd voor het materieel, de kleeding en het beddegoed.

HOOFDSTUK IV.

ART. 9 (vroeger 17). — Personeel der Militaire School, verhooging fr. 19,500
wegens het verleenen van eene vergoeding voor studiekosten aan de korporaals en brigadiers die zes maanden graad hebben en van 1913 af worden opgenomen in de Militaire School, alsmede wegens de verhoogde jaarwedde van verscheidene leeraars.

ART. 13 (vroeger 21). — Personeel van de inrichtingen der artillerie, verhooging fr. 13,200
voor de verhooging der jaarwedden van het burgerpersoneel der technische diensten in de fabricatie-inrichtingen der artillerie.

ART. 14 (vroeger 22). — Materieel der artillerie, verhooging fr. 532,000.
Op de vorige Begrootingen waren, in de afdeeling der uitzonderlijke uit-

gaven, uitgetrokken twee kredieten bestemd voor het aankopen van exercitie-ammunitien ten behoeve van de veldartillerie en van de burgerwacht, Het geldt hier blijvende lasten; zij zijn opgenomen in artikel 14 tot beloop van 597,500 frank, wat overeenstemt met het bedrag der vereenigde kredieten uitgetrokken op de Begrooting van 1912 (art. 43 en 45).

Voor het overige zijn de meerdere uitgaven onderverdeeld als volgt :

Aankoop van ammunities voor de mitrailleurs, onderhoud en herstelling van deze wapens. fr. 45,000

Verhooging der jaarwedden van het lager personeel in de krijgsmagazijnen en in de fabricatie-inrichtingen fr. 39,500

De som van 50,000 frank als tijdelijke last is bestemd voor het optuigen van de 350 paarden der nieuwe batterijen van de veldartillerie.

HOOFDSTUK VI.

Art. 15 (vroeger 23). — Materieel van de genie, verhooging fr. 475,000 gerechtvaardigd door het stijgen van den prijs van de materialen en van het handwerk, door het grooter aantal gebouwen en verdedigingswerken die moeten hersteld of onderhouden worden, door de uitbreiding van de toerusting, van het materieel en van de voorraden die aan de nieuwe vereischten moeten voldoen.

HOOFDSTUK VII.

Art. 16 (vroeger 24). — Voeding der troepen, voeder, verhooging fr. 1,102,200 gerechtvaardigd door de huidige handelsprijzen en door eene vermeerdering van het getal paarden : 350 paarden aan te koopen ten behoeve van de veldartillerie.

Art. 17 (vroeger 25). — Slapingdienst, verhooging. . . fr. 150,000 wegens het grooter aantal te onderhouden bedden, het duurder worden van de grondstoffen, de verhooging der jaarwedden van het beheerend personeel der inrichtingen van den slapingdienst; het verhoogde loon der werklieden en het onderhoud van dit personeel.

Art. 18 (vroeger 26). — Kleeding der troepen: Vernieuwing en onderhoud van het paardentuig der cavalerie, verhooging. . . fr. 1,270,000 wegens den hooger prijs van stoffen, linnen, leder en wegens het grooter getal ingelijfde manschappen.

Art. 21 (vroeger 29). — Remonte, verhooging . . . fr. 425,500 ten einde de kredieten in overeenstemming te brengen met de wezenlijke uitgaven der jongste dienstjaren. In het krediet, uitgetrokken in artikel 26, is begrepen eene som van 382,500 frank als tijdelijke last voor den aankoop van rij- en trekpaarden bestemd om de sterkte van de veldbatterijen te volledigden.

HOOFDSTUK VIII.

ART. 23 (vroeger 31). — Vergoedingen voor verplaatsing, verhuizing en representatiegelden, verhooging fr. 60,000

Door deze verhooging zal men ten bate van de tweede kapiteins kunnen toepassen den loonstandaard, die werd aangenomen voor de kapiteins-commandanten, en tevens eene vergoeding wegens verhuizing kunnen verleenen aan de ongetrouwde officieren, ambtenaren en beambten.

HOOFDSTUK IX.

ART. 24 (vroeger 32). — Pensioenen en hulpelden, verhooging
fr. 75,000

De wet van 24 Mei 1912, houdende herziening van de pensioenen der militairen beneden den graad van officier, stelde het voorloopig pensioen vast op hetzelfde bedrag als het levenslang pensioen; anderzijds werden, ten gevolge van diezelfde wet, de hulpelden ten bate van de buiten dienst gestelde militairen verhoogd.

HOOFDSTUK X.

ART. 26 (nieuw). — Bijdrage in de kosten van sommige gemeentelijke schietbanen fr. 37,500

Dit krediet, dat vroeger in de afdeeling der uitzonderlijke uitgaven was uitgetrokken, werd naar de gewone uitgaven overgebracht.

Uitzonderlijke uitgaven.

De uitzonderlijke uitgaven bedragen voor 1913	fr. 6,486,350
De voornaamste uitzonderlijke uitgaven zijn :	
Aanvulling en geschiktmaking van het oorlogsmaterieel voor de troepen der genie	fr. 260,000
Verbetering van de kazerneering	5,080,000
Aanvulling van het belegeringsmaterieel van 's lands verdedigingswerken	155,000
Militaire banen en telephonische netten in de verdedigingsstellingen	270,000
Inrichting van een vliegpark en van eene vliegschool	1,040,000
Bevoorrading der nachtlegeringsvoorwerpen noodig, in oorlogstijd, voor de troepen der verdedigingsstellingen van Luik en Namen	200,000
Verdubbeling der electrische inrichtingen in de pantserforten der Maas.	311,000
Verplaatsing van het hoofdarsenaal te Antwerpen	300,000

ONDERZOEK IN DE AFDEELINGEN

De Begrooting van Oorlog voor 1913 werd aangenomen in de zes afdeelingen.

In de 1^{ste} afdeeling met 14 stemmen tegen 3 en 2 onthoudingen.

— 2 ^{de}	—	» 16	—	» 4	» 1 onthouding.
— 3 ^{de}	—	» 15	—	» 7	» 1 —
— 4 ^{de}	—	» 9	—	» 6	» 7 onthoudingen.
— 5 ^{de}	—	» 16	—	» 4	» 2 —
— 6 ^{de}	—	» 16	—	» 2	» 3 —

Te zamen : met 86 stemmen tegen 26 en 16 onthoudingen.

Het indienen en het behandelen van het ontwerp tot herinrichting van het leger hadden voor gevolg dat de bespreking der Begrooting van Oorlog in de afdeelingen kort was. Sommige vragen werden tot de Regeering gericht ; zij worden hierna met de antwoorden van de Regeering opgenomen.

1^{ste} VRAAG.

Zijn de kredieten, toegestaan voor de versterkingswerken te Antwerpen, toereikend om deze versterkingswerken eerlang te voltooien ?

ANTWOORD.

De kredieten, welke werden toegestaan, dienen te worden verhoogd met ongeveer 7,500,000 frank, opdat men rekening kunne houden :

- 1° Met den verhoogden prijs van het handwerk en van de materialen ;
- 2° Met den vooruitgang der artillerie sedert 1905 ;
- 3° Met de bijkomende onvoorziene uitgaven betreffende de verdediging der Zeeschelde.

Tot deze uitgaven behooren het bouwen van batterijen, waarvan de oprichting noodzakelijk werd gemaakt door de vertraagde oprichting der forten op de Beneden-Schelde, alsmede de wijzigingen ten gevolge van het vervangen van den doorsteek, waarop het oorspronkelijk ontwerp steunde, door de richting aangenomen voor de Schelde.

2^{de} VRAAG.

Worden de forten op de Beneden-Schelde weldra gebouwd en is de stad Antwerpen thans beveiligd voor eene beschieting ?

ANTWOORD.

De forten op de Beneden-Schelde kunnen nog niet gebouwd worden : de studiën betreffende de veranderingswerken aan den stroom beneden de

Kruisschans, zijn nog niet ver genoeg gevorderd om de plaats daarvan voorgoed te kunnen bepalen.

Evenwel mag men hopen dat de laatste bezwaren, die zich tegen het aanwijzen van die plaats verzetten, eerlang uit den weg kunnen geruimd worden.

De stad Antwerpen zal beveiligd zijn voor eene beschieting op den rechteroever, zoodra de sorten van de eerste verdedigingslinië voltrokken zijn (1).

Op den linkeroever is er eene leemte in de eerste verdedigingslinië, daar het bouwen van enkele verdedigingswerken werd verdaagd en niet opgenomen onder de uit te voeren werken door middel van het bijzonder fonds. Uit dien hoofde zijn sommige gedeelten van de stad Antwerpen niet beveiligd voor eene beschieting door batterijen, tegenover deze leemte gelegen.

Eindelijk, de stad zal voor eene beschieting door oorlogsschepen, die de Schelde opvaren, slechts beveiligd zijn wanneer de nieuwe sorten op de Beneden-Schelde zullen gebouwd zijn.

3^{de} VRAAG.

Zijn de sorten te Luik en te Namen gereed? Kan men, van nu af, deze garnizoenen niet versterken?

ANTWOORD.

De versterkte stellingen van Luik en van Namen zijn in staat om de taak te vervullen, waarvoor zij werden opgericht. De verbeteringen, welke men thans daarin brengt of welke men van plan is te brengen in de blijvende werken van die stellingen, zijn gansch natuurlijk; zij hebben ten doel, ze gelijken tred te doen houden met den vooruitgang op het gebied van de krijgskunde.

Ten aanzien van de versterking zijn de sorten te Luik en te Namen gereed. Evenals vroeger zet het Departement van Oorlog de studie en de uitvoering voort van de werken die noodig zijn om het weerstandsvermogen der werken te verhoogen en om ze beter bewoonbaar te maken. Een gedeelte van de som, welke bij wijze van amendement zal aangevraagd worden tot verhooging van het krediet in artikel 15 der Begrooting, heeft ten doel, het uitvoeren van sommige dier werken mogelijk te maken.

Het is niet noodig, het garnizoen dier stellingen te versterken. In vredes-tijd en met het oog op eenen onverhoedschen aanval beschikken de gouverneurs niet alleen over de troepen die eigenlijk behooren tot de stellingen, maar ook over de troepen van het veldleger die er in garnizoen zijn.

(1) Men voorziet dat deze sorten geheel zullen gereed zijn in de eerste maanden van 1914.

4^e VRAAG.

Een lid verlangt uitleggingen betreffende het krediet uitgetrokken in artikel 53.

ANTWOORD.

Artikel 53 heeft ten doel, aanvullend belegeringsmaterieel aan te koopen, naarmate het noodig bevonden wordt, om de versterkte stellingen te kunnen verdedigen.

Door middel van het voor 1913 uitgetrokken krediet moet men aankopen, onder andere, petroleumlocomotieven en pantserbalken voor de versterkte stelling van Antwerpen. Bij voorkomend geval zal het kunnen gebruikt worden voor aankopen van minder belang, welke noodig bevonden worden.

5^e VRAAG.

Welke is tegenwoordig de toestand van de gemilitariseerde burgerwerklieden, wat betreft het dagloon?

Dient eene verhooging van dagloon te worden aangeprezen? Wanneer zal deze verhooging kunnen toegestaan worden?

ANTWOORD.

In de inrichtingen afhangende van het Departement van Oorlog zijn er gemilitariseerde en niet gemilitariseerde werklieden.

Beide klassen van werklieden worden op gelijken voet behandeld, wat aangaat de dagloonen.

Er werd onlangs eene Commissie ingesteld om de loonroosters dezer werklieden te herzien en eenheid daarin te brengen.

Op de gestelde vragen zal alleen dan kunnen geantwoord worden, wanneer die Commissie haar verslag zal hebben uitgebracht.

6^{de} VRAAG.

Is het waar dat de militaire muziekkorpsen zullen afgeschaft worden?

ANTWOORD.

De muziekkorpsen van de infanterie worden behouden; die van de cavalerie, ter uitzondering van het muziekkorps van het 1^{ste} gidsen, worden op 31 Maart 1913 afgeschaft.

Bij de overige wapens is er geen muziekkorps.

7^{de} VRAAG.

Is het waar dat er ministerieele omzendbrieven bestaan, waarbij het aan militairen verboden wordt te gaan stemmen, ofschoon zulks wettelijk geregeld is door de kieswet?

ANTWOORD.

Neen.

ONDERZOEK IN DE MIDDENAFDEELING.

GEZONDHEIDSDIENST.

De aandacht van de Middenafdeeling werd gevestigd op den toestand der militaire geneesheeren en apothekers.

A. — Officiëren van den gezondheidsdienst.

Een lid doet opmerken dat de toestand der militaire geneesheeren in het leger, vergeleken met dien van de officieren van den troep, minderwaardig is, wat betreft den graad en de wedde, alhoewel hunne zending evenzoo gewichtig is en zij, op eigen kosten, verplicht zijn geweest tot langdurige hooge studiën.

Dat zou de hoofdrede zijn van de talrijke ontslagen in het korps der officieren van den gezondheidsdienst en van de ontoereikende aanwerving er van.

Wanneer onlangs een oproep werd gedaan voor het begeven van twaalf plaatsen van militairen geneesheer, boden er zich slechts zeven kandidaten aan, waarvan slechts vijf konden aangenomen worden.

Op het getal geneesheeren, door de desbetreffende wet voorzien, ontbreken er thans twaalf geneesheeren, en dan nog schijnt het voorziene getal ontoereikend om aan de vereischten genoegzaam te voldoen. Nog erger zal de toestand wezen, wanneer, ten gevolge van de aanneming der nieuwe legerwet, de getalsterkte merklijk zal vermeerderd zijn. Dus schijnt eene hervorming noodig.

Ware het dus niet gepast :

1^o De kaders aan te vullen door de benoeming van :

a) Evenveel bataljongeneesheeren als er bataljons van infanterie, groepen van bereden en van rijdende artillerie, bataljons van vestingartillerie en groepen van twee eskadrons cavalerie bestaan ;

b) Evenveel regiments-geneesheeren als er regimenten bestaan ;

c) Evenveel adjunct-geneesheeren als er noodig zijn voor den dienst der hospitalen ;

d) Evenveel geneesheeren principaal van 1^o klasse als er leger- en artillerieafdeelingen bestaan ;

e) Twee geneesheeren met den graad van generaal-majoor, die den dienst, ieder in verschillende omschrijvingen, zouden waarnemen ;

f) Eindelijk, eenen inspecteur-generaal die den geheelen dienst bestuurt en zijne bureelen heeft in het Departement van Oorlog.

De geneesheeren, gedetacheerd in de algemeene diensten : generale inspectie, laboratorium, militaire school, krijgsschool, kadettenschool, school der pupillen van het leger en vliegschool, zouden niet begrepen zijn in bovengemeld getal ; in oorlogstijd, ware het nuttig ze in de reserve-bataljons op te nemen ;

2^o Aan de militaire geneesheeren, gezien de langdurende studiën die zij moesten doen, een graad te geven, die meer met hunne verdiensten strookt :

Aan de adjunct-geneesheeren, den graad van onderluitenant en van luitenant ;

Aan de bataljonsgeneesheeren van de 2^e klasse, den graad van tweeden kapitein ;

Aan de bataljonsgeneesheeren van de 1^e klasse, den graad van kapitein-commandant ;

Aan de regimentsgeneesheeren, den graad van majoor ;

3^o De tegenwoordige jaarwedden der militaire geneesheeren te verhoogen, en wel als logisch gevolg van de eerste twee aangeprezen hervormingen ; als grondslag van de jaarwedde zou men kunnen aannemen, dat, zoodra hij wordt benoemd tot luitenant, de officier van gezondheid eene gelijke wedde zou hebben als die der officieren van den troep die zijn leeftijd hebben, benevens de vergoeding wegens studiën, welke insgelijks zou dienen verhoogd te worden ;

4^o Voor de toekenning der eereteekenen, den langen duur der geneeskundige studiën in aanmerking te nemen.

5^o Eindelijk 600 frank als paardengeld te geven aan al de rijdende geneesheeren en aan de geneesheeren die den graad van hooger officier hebben.

Deze lotsverbetering zou kunnen tdelaten en billijken het verbod aan de geneesheeren om zich eene burgercliënteel te vormen. Daardoor zou men aan de wenschen van de algemeenheid der burgergeneesheeren voldoening geven ; van een anderen kant, zouden de meeste toegelaten burgergeneesheeren kunnen afgedankt worden.

B. — Militaire apothekers.

Zooals voor de militaire geneesheeren, schijnt de huidige toestand der militaire apothekers niet in verhouding tot dien van de officieren der bijzondere diensten, gezien de langdurende en veel kostende studiën welke zij deden.

Die minderheid volgt hieruit, dat er geen evenwicht bestaat tusschen het getal apothekers gelijkgesteld met de hoogere officieren en het getal dergenen die den rang van lager officier hebben.

Tot het kader der apothekers behooren slechts 5 hoogere officieren op een totaal van 54 apothekers.

Daaruit volgt dat soms zeer verdienstelijke militaire apothekers den leeftijd voor het pensioen bereiken zonder boven den graad van lager officier te zijn geraakt.

De uitbreiding van den dienst en de steeds grootere wetenschap, welke van de apothekers wordt vereischt, pleiten voor de verbetering van hunnen toestand.

Neemt men de tegenwoordige behoeften van den dienst in aanmerking en wil men de militaire apothekers, die door hunne bekwaamheid en door de bewezen diensten zich zeer waardig toonden, bevorderen tot de hoogere

graden, dan zou men het kader der apothekers doelmatig kunnen inrichten als volgt :

9 hogere officieren, waarvan :

1 hoofdapotheker, gelijkgesteld met den graad van kolonel.

4 apothekers principaal van de 1^e klasse, gelijkgesteld met den graad van luitenant-kolonel.

4 apothekers principaal van de 2^e klasse, gelijkgesteld met den graad van majoor.

45 lagere officieren, waarvan :

13 apothekers van de 1^e klasse, gelijkgesteld met den graad van kapitein-commandant.

12 apothekers van de 2^e klasse gelijkgesteld met den graad van kapitein.

20 adjunct-apothekers van de 1^e en 2^e klasse, gelijkgesteld met de graden van luitenant en onderluitenant.

Militaire muziekmeesters.

Een lid vestigt de aandacht van de Middenafdeeling en van de Regeering op den toestand der militaire muziekmeesters wier bevordering, geregeld door de wet van 6 Maart 1863, te traag is; overeenkomstig de bepalingen dezer wet, worden de muziekmeesters gelijkgesteld met de onderluitnants na tien jaar dienst en slechts tien jaar daarna worden zij gelijkgesteld met de luitnants.

Zeër dikwijls worden de muziekmeesters op een betrekkelijk gevorderden leeftijd benoemd. Daaruit volgt dat verschillenden op pensioen gesteld worden voordat zij den graad van luitenant, eindgraad hunner loopbaan, konden verwerven.

Het ware wenschelijk dat de met de onderluitnants gelijkgestelde muziekmeesters op denzelfden rang zouden kunnen worden gesteld als de luitnants, wanneer zij drie jaren graad hebben.

Deze regel wordt gevolgd voor de onderluitnants van het leger; na drie jaar worden zij tot luitenant benoemd.

Men dient op te merken dat die maatregel, zonder invloed uit te oefenen op de wedde der militaire muziekmeesters, het bedrag van hun pensioen, dat in verhouding is tot den graad, enigszins zou verhoogen.

Gemilitariseerde burgerwerklieden.

De Middenafdeeling hield zich ook onledig met den toestand der gemilitariseerde burgerwerklieden.

Een lid doet opmerken dat men aan de gemilitariseerden eene loonsverhooging had beloofd en dat tot nu toe die belofte slechts werd volbracht voor de tijdelijke werklieden, die eene loonsverhooging kregen van 40 centiemen tot 1 frank daags.

Voor het pensioen zijn de gemilitariseerde burgerwerklieden aangesloten bij de Pensioenkas van het Ministerie van Justitie.

Volgens de statuten dezer kas moet er gestort worden :

5 t. h. voor de ongehuwden ;

7 1/2 t. h. voor de gehuwden, gedurende de eerste tien jaren ;

6 t. h. voor de gehuwden, na die tien jaren.

Voor hen zou het voordeeliger zijn, dat zij werden aangesloten bij de kas van het Ministerie van Spoorwegen ; voor de werklieden aangesloten bij deze kas wordt slechts 4 t. h. afgehouden, de Staat doet er 2 t. h. bij.

Van een anderen kant wordt voor het pensioen nog, gedurende *drie maanden*, van de gemilitariseerde werklieden de loonsverhooging afgehouden, wanneer, in het departement van spoorwegen, die afhouding slechts gedurende *twee maanden* geschiedt.

Een lid vraagt ook dat de gemilitariseerde burgerwerklieden gelijkgesteld worden met de werklieden der spoorwegen wat betreft het verleen van hulpelden ingeval van ziekte.

Bij het spoorwegbestuur trekken de werklieden gestadig de helft van het loon ingeval van ziekte, terwijl de vergoeding, in hetzelfde geval aan de gemilitariseerde burgerwerklieden uitbetaald, werkelijk minder is.

*
* *

Eenige andere vraagstukken werden in de Middenafdeeling te berde gebracht.

Een lid vestigde de aandacht van de Middenafdeeling op den toestand der hoefsmeden.

Bij koninklijk besluit van 5 December 1898 werden de graden van brigadier-hoefsmid en van wachtmeester-hoefsmid ingesteld op den voet van een brigadier per eskadron, veldbatterij, compagnie van den trein en van een wachtmeester per regiment cavalerie, veldartillerie en regiment van den trein.

Nu, bij koninklijk besluit van 8 Januari 1904 worden de wachtmeesters-hoefsmeden in dienst gehouden tot den leeftijd van 63 jaar ; zeldzaam zijn dus, in de cavalerie, de brigadiers die, na 40 jaar dienst, den graad van onderofficier bereiken, te meer daar de soldaten en de brigadiers-wachtmeesters op den leeftijd van 60 jaar gepensionneerd worden.

Daarenboven, in de cavalerie waar er twee hoefsmeden per eskadron zijn, waarvan een brigadier die 40 jaar dienst moet tellen, vindt men dikwijls hoefsmeden die reeds 20 jaar dienst tellen en nog altijd eenvoudig ruiter zijn.

Anders is het gesteld bij de artillerie waar er slechts een hoefsmid per batterij is, die na 40 jaar goeden dienst tot brigadier wordt benoemd.

Om voldoening te geven aan de rechtmatige eischen der hoefsmeden, zou men dus het koninklijk besluit van 5 December 1898 moeten wijzigen en eene nieuwe bepaling invoeren, houdende dat de hoefsmeden na 40 jaren dienst tot brigadiers en na 20 jaar dienst tot wachtmeesters worden benoemd.

*
* *

Een lid beweert dat het noodig zou wezen, eene hoogere soldij te verleenen aan de ongehuwde wachtmeesters der artillerie; thans trekken zij eene soldij van fr. 1.42 per dag, dus fr. 9.94 per week; van die som wordt afgehouden fr. 7.55 voor kosten van huishouding en verschillende uitgaven; er blijft dan nog fr. 2.59.

Hij is van gevoelen dat die wedde niet in verhouding is tot hunnen maatschappelijken stand en dat de verhooging hunner soldij een zeker middel zal zijn om het kader te verbeteren.

*
* *

Een lid wijst er op, dat de benodigdheden voor het herstellen van schoenen bij de infanterie, alsmede de boordsels der ransels en de dubbele zakken van zeer gemeene kwaliteit zijn en dat het nieuw model van schoenen bij den troep moeilijk kan worden hersteld.

Hij dringt er op aan, dat die leveringen door mannen van het vak zouden goedgekeurd worden.

*
* *

Een ander lid wenscht dat in de kazernen of in de gemeenten, waar garnizoenen gelegerd zijn, ruime overdekte plaatsen worden gebouwd. Ingeval van regen en slecht weder zijn thans de oefeningen onmogelijk, wat veel tijd doet verliezen. Indien die overdekte plaatsen bestonden, zouden zekere oefeningen daar gemakkelijk kunnen plaats hebben. Die overdekte plaatsen zouden kunnen gebouwd worden na overeenkomst tusschen het Departement van Oorlog en de gemeentebesturen der garnizoensteden.

*
* *

De Middenafdeeling heeft de begrooting eenparig goedgekeurd.

Het verslag werd goedgekeurd met de eenparige stemmen van de aanwezige leden.

De Verslaggever,

LEO BRUYNINCX.

De Voorzitter,

E. NERINCX.

